

Synthèse
Réunion des responsables des Départements de français des universités membres de l'AUF
en Europe centrale et orientale 24 – 25.11.2016

L'Agence universitaire de la Francophonie en Europe centrale et orientale a organisé les 24-25 novembre 2016, à Bucarest, une réunion des responsables des départements de français des universités membres en région Europe centrale et orientale (ECO). Organisée dans le cadre du projet « Dialogue d'expertise », cette réunion s'est articulée autour de la question de l'évolution des dispositifs universitaires de formation du/en français en région ECO.

Objectifs de la réunion :

- faire le point sur la situation du français dans l'enseignement supérieur en ECO ;
- faire l'état des lieux des départements de la région ECO dans une perspective diachronique (présentation des départements existants : historique, évolution de ceux-ci les 4 dernières années, ainsi que les perspectives envisagées) ;
- favoriser les échanges croisés sur le devenir de ces départements, encourager la confrontation des réflexions et des expériences des responsables de départements d'études françaises compte tenu des nouveaux enjeux et défis ;
- revoir les fonctions et les pratiques des départements universitaires de français au sein des établissements membres en région Europe centrale et orientale, vu leur constante évolution et l'adaptation du soutien de l'AUF aux besoins des établissements.

Questions abordées quant au français dans la région Europe centrale et orientale :

- insister sur les possibilités offertes par l'apprentissage du français et son utilité sur le marché de l'emploi (dépliant, salon de l'emploi, etc.) ;
- quel avenir pour la formation initiale universitaire des enseignants de français en ECO ?
- comment renforcer l'attractivité des départements d'études françaises dans un contexte universitaire soumis à de fortes contraintes internes et externes ?
- comment motiver des publics d'étudiants spécialistes et non spécialistes, susceptibles de devenir enseignants de FLE, traducteurs ou interprètes, mais aussi de se préparer à enseigner une discipline non linguistique en français, d'exercer un métier dans des domaines aussi variés que ceux de l'édition, du journalisme, du tourisme ou de l'hôtellerie, pour lesquels la dimension internationale et multilingue est de première importance ?
- qu'en est-il des formations professionnalisantes assurées par les DEFs dans le dispositif LMD ?
- la mise en œuvre des recommandations du Cadre européen de référence pour les langues en matière de didactique des langues et d'évaluation, l'usage renforcé des TICE, l'offre de nouvelles certifications, la demande croissante de multilinguisme formulée par les citoyens européens, liée à la mobilité estudiantine et professionnelle, ne conduisent-ils pas à repenser et à actualiser les contenus de formation, à les diversifier, à innover pour répondre à des attentes ou des besoins nouveaux ?

Facteurs de motivation :

- la motivation et l'attitude positive envers le français des étudiants qui choisissent de faire du français dans leurs cursus ;
- l'existence d'activités culturelles pour la promotion de la francophonie qui permettent aux étudiants de se réunir (le Festival des étudiants francophones en ECO, par exemple) ;
- la possibilité des étudiants de continuer leurs études dans des pays francophones (programme Erasmus+, par exemple) ou d'obtenir des doubles diplômes (notamment au sein des filières francophones) ;
- l'existence de projets novateurs d'enseignement/apprentissage du français, tels que l'apprentissage en tandem ou l'apprentissage en immersion ;
- du côté des enseignants, la haute qualité et la forte motivation de ceux-ci représentent l'un des principaux vecteurs de progression de l'enseignement du français dans la région ;
- la présence des lectorats et des lecteurs étrangers, des Centres de réussite universitaire (CRU), des Instituts français et des Alliances françaises représente également un facteur mobilisateur, tout comme l'existence de filières universitaires francophones ;
- l'accès aux ressources francophones dans différents domaines ;
- l'accès à des mobilités de différents types.

Besoins exprimés :

- l'augmentation du nombre de bourses pour les étudiants, notamment pour ceux qui se trouvent en début de parcours universitaire ;
- la présence de locuteurs « natifs » sur place ;

- la valorisation des initiatives et des associations des étudiants (avec notamment la mise en place d'un calendrier annuel des appels d'offres afin que ceux-ci puissent mieux s'organiser pour y répondre) ;
- le développement du réseau des CRU ;
- le renforcement du soutien accordé aux enseignants ;
- la mise en place d'appels à projets plus flexibles, avec une priorité plus nette accordée aux projets en didactique du FLE et des langues ;
- le développement/renforcement des partenariats entre les universités de la région ;
- le renforcement du soutien logistique accordé aux différents départements afin que ceux-ci puissent donner plus de visibilité aux actions francophones qui se déroulent dans les universités ;
- le renforcement du soutien accordé aux publications francophones, à leur indexation, à la mise en place de journées d'étude francophones régionales.

Deux ateliers de travail pour la réunion :

Atelier 1 : Évolution des départements de langue et littérature françaises : organisation, structure, rénovation, développement

Atelier 2 : Évolution des départements/sections de français et centres universitaires de langue française : organisation, structuration de l'offre (FLE, FOS et FOU), pratiques pédagogiques, etc.

Quatre-vingt-cinq responsables des départements de 22 pays de la région ont participé aux ateliers animés par deux intervenants de France et Slovaquie, ainsi que des experts du projet « Dialogue d'expertise » et les étudiants du Master « Didactique des langues » ont participé pendant deux jours aux activités de la réunion.

Des représentants des 5 ministères de l'Éducation nationale de l'Albanie, l'Arménie, la Géorgie, la République de Moldova et de la Roumanie ont été présents à la réunion dans un souci de création ou de développement de synergies entre le monde académique et les institutions publiques.

Recommandations

A. Recommandations générales

Les actions concrètes qui amèneraient à la stimulation de l'intérêt des jeunes pour la langue et les études françaises peuvent être regroupées en trois niveaux de réalisation :

- **le niveau pré-universitaire** – l'apprentissage du français dans le primaire et le secondaire ; l'organisation et la réalisation des activités promotionnelles auprès des élèves, surtout des lycéens, dans le sens de la dissipation des stéréotypes quant à l'utilité du français pour leur insertion professionnelle et la diversité des offres dont disposent les Départements universitaires de français ; informer les futurs étudiants sur les opportunités de stages et d'études à l'étranger dans le cadre de leurs études ; sensibiliser les futurs étudiants sur les débouchés.

- **le niveau universitaire** – les facteurs internes et externes qui déterminent l'offre des formations ; rendre plus attractives les études de français ; mieux adapter les formations à un public plus diversifié ; accroître l'effort sur la progression des formations ; améliorer la visibilité des formations dans le public.

- **le niveau postuniversitaire** – la possibilité d'insertion professionnelle des diplômés au marché du travail ; ouvrir les formations au monde professionnel. La dure tâche qui s'impose est de sensibiliser la conscience de la population et des créateurs de la politique linguistique au fait que le plurilinguisme est le gage d'une meilleure professionnalisation et que le français procure au même titre que les autres langues une insertion professionnelle.

En étroite relation avec cette dernière constatation sont les actions qu'il faut mener déjà dans le cadre du parcours universitaire mais qui ont des impacts concrets au niveau postuniversitaire et concernent le devenir professionnel des étudiants. Pour être en corrélation avec les mouvements économiques actuels, les Départements universitaires de français doivent mieux répondre à la demande sociale, améliorer l'employabilité de leurs diplômés, maintenir des relations plus étroites avec les acteurs du marché de travail. Il faut prévoir l'existence des bureaux ou des centres de stage dans le cadre des universités qui travailleraient sur l'identification des partenaires économiques assurant des stages aux étudiants (y compris des stages didactiques) et sur l'élaboration des projets communs avec les employeurs afin de procurer une insertion professionnelle correspondante à la formation des diplômés.

B. Recommandations par ateliers

Synthèse de l'atelier 1

« Évolution des Départements de langue et littérature françaises : organisation, structure, rénovation, développement »

Modérateurs :

Mme Anna BUTASOVA, Université Comenius de Bratislava, Slovaquie

Mme Elisaveta POPOVSKA, Université « Sts. Cyrille et Méthode » de Skopje, République de Macédoine

L'atelier n°1 a réuni une cinquantaine de participants de différents pays de la région. Dans une atmosphère d'échange et de communication des succès et des échecs quant aux efforts pour un meilleur positionnement de la langue française dans le système éducatif de leurs pays respectifs, on a pu constater le partage de mêmes (ou de semblables) problèmes et défis. Bien qu'on ne puisse pas généraliser car la réalité du terrain et du contexte socioculturel diverge de pays en pays, presque tous les Départements voient diminuer leurs effectifs étudiants. Une telle constatation place au centre le problème de la motivation des jeunes pour s'inscrire aux études de FLE, c.-à-d. aux études de lettres.

Questions abordées :

Comment améliorer la promotion des formations de français pour attirer davantage d'étudiants ?

Comment mieux adapter les formations à un public de plus en plus diversifié ?

Comment lutter contre le décrochage ?

Constats :

- le niveau de plus en plus faible des étudiants à l'entrée dans les cursus universitaires ;
- le manque de motivation des élèves à continuer leurs études dans les facultés des lettres, vu le manque de perspectives ou des perspectives peu attractives ;
- les débouchés des diplômés sont assez restreints ;
- le nombre restreint d'étudiants (pour des raisons démographiques ou autres) qui empêche certains programmes d'études de démarrer ;
- la baisse du niveau conduit vers une baisse des attentes des enseignants qui ont tendance à simplifier les contenus d'apprentissage, à simplifier le contenu scientifique des disciplines ce qui a comme conséquence une baisse du niveau des connaissances des diplômés qui ne sont plus compétitifs sur le marché du travail ;
- le financement de l'enseignement supérieur est insuffisant. Il y a très peu de possibilités pour les professeurs de français ou pour les étudiants de faire des stages ou des recherches dans les universités françaises ;
- renforcer la formation pédagogique des étudiants qui se préparent pour devenir professeurs. On devrait aussi augmenter le nombre d'heures dédiées au stage didactique.

Recommandations :

- renforcer la collaboration avec le milieu professionnel : collaborer avec les Chambres de commerce et de l'industrie des grandes villes pour établir des contacts avec les futurs employeurs, avoir des discussions avec ceux-ci pour connaître leurs besoins en matière de force de travail, savoir quelles compétences attendent les employeurs de la part des diplômés ;
- mettre en place des formations en co-tutelle ;
- améliorer les curricula des programmes d'études pour les rendre plus attractifs ;
- monter un projet ayant comme thème « l'amélioration du curriculum » avec l'appui des psychologues, sociologues et économistes ;
- constituer en réseau, en vue d'une visibilité accrue de la recherche sur la francophonie en ECO et d'une amélioration des échanges ;
- identifier des intérêts de recherche communs et la participation à des appels à projets de l'AUF (par des propositions de projets de recherche qui s'inscriraient dans les priorités de financement de l'AUF en ECO) d'équipes qui réuniraient des enseignants-chercheurs, des doctorants, des post-doctorants, des étudiants en master de différents établissements de l'ECO ;
- favoriser la mobilité des enseignants-chercheurs et des étudiants, la mutualisation des savoirs et des ressources, la constitution d'un répertoire complet des enseignants-chercheurs (rattachés aux départements de français de l'ECO) (avec des fiches sur les domaines d'intérêt et d'expertise), l'organisation de séminaires pour les doctorants, l'organisation de colloques internationaux.

Synthèse de l'Atelier 2 :

**« Évolution des départements/sections de français et centres universitaires de langue française :
organisation, structuration de l'offre (FLE, FOS et FOU), pratiques pédagogiques, etc. »**

Modérateurs :

M. Jan Goes, Université d'Artois, Arras, France

Mme Monica Vlad, Université Ovidius Constanța, Roumanie

L'atelier a réuni une quarantaine de participants provenant des universités membres de l'AUF en Europe centrale et orientale, issus de filières techniques, de traductologie ou de filières universitaires francophones. Quelques lecteurs de français et étudiants de master en didactique des langues étaient également présents.

Suite à un premier état des lieux lors duquel les participants se sont présentés et ont présenté la situation de leur cadre restreint de travail (avec insistance sur la place difficile occupée par les études de français dans les différentes universités), les modérateurs leur ont demandé de se mettre en groupes de 3-4 personnes afin de réfléchir ensemble aux points forts, aux points faibles et aux types de demandes à formuler auprès des instances francophones.

Constats :

- le niveau de plus en plus faible des étudiants à l'entrée dans les cursus universitaires ;
- la difficulté des enseignants de travailler avec des groupes de plus en plus hétérogènes ;
- la diminution du nombre de partenariats avec les entreprises en vue de la mise en place de stages, en lien avec la moindre valorisation du français par les entreprises au profit de l'anglais ;
- l'absence de locuteurs/enseignants/lecteurs « natifs » sur place ;
- le manque de formations ciblées sur les spécificités de l'enseignement universitaire (méthodologie du travail universitaire, méthodologie de la recherche, particularités de l'enseignement à distance, travail avec des groupes multilingues et multiculturels, etc.) ;
- le peu de mobilités accordées aux enseignants universitaires ;
- le peu de valorisation/soutien des enseignants au sein, notamment, de leur institution universitaire ;
- le peu de réflexion sur le renouvellement des méthodes d'enseignement/apprentissage ;
- le peu de valorisation de la recherche francophone.

Étant donné ce cadre complexe et qui comporte des variables de nature hétérogène qui doivent toutes être prises en considération pour un diagnostic quelque peu pertinent de la situation, **les attentes de la part des instances francophones** sont de nature variée également.

Les discussions ont également mis en lumière quelques **pistes de solutions**, mises en pratique dans certaines universités :

- insister sur les possibilités offertes par l'apprentissage du français et son utilité sur le marché de l'emploi (dépliant, salon de l'emploi, etc.) ;
- proposer un supplément de diplôme si un certain nombre de modules de français est suivi ;
- au niveau des politiques universitaires, militer pour l'enseignement obligatoire d'une langue étrangère pour toutes les facultés (à raison de 2 heures par semaine, par exemple) ;
- motiver les étudiants par l'intermédiaire des CRU et l'organisation de concours, de clubs de conversation et d'activités culturelles, notamment ;
- élargir la cartographie des masters francophones proposés pour augmenter l'attractivité du français ;
- diversifier l'offre de formation (FLE, FOS, FOU) pour faire survivre ou pour redynamiser le département ;
- mettre en valeur le parcours des anciens (*alumni*), ces derniers étant les meilleurs promoteurs de la formation, par la réalisation d'une enquête d'insertion, par exemple.

Quelques points de **formation** ont aussi été abordés dans cet atelier. Les interventions de Jan Goes ont porté sur le français sur objectif spécifique (présentation de l'approche, démarche et particularités, bibliographie), le français sur objectif universitaire et le français de spécialité. La présentation des résultats d'une enquête menée auprès des étudiants internationaux du master FLE de l'Université d'Artois (février 2016) a permis d'aborder la question de la motivation des étudiants pour l'apprentissage du français et leur(s) attitude(s) par rapport à cette langue.

Actions envisagées par le BECO

Actions proposées

1. Renforcer l'appui aux formations en français et au français

- mettre en place un questionnaire sur l'état des lieux des formations francophones
- mener une réflexion en vue de faire évoluer les modalités d'appui aux formations francophones en Europe centrale et orientale (ECO)
- mener une réflexion pour faire évoluer le dispositif de soutien à la consolidation des cours de français en région Europe centrale et orientale
- mettre en place un appel à projets pour les associations des étudiants francophones
- renforcer la communication sur les appuis de l'Agence universitaire de la Francophonie en ECO

2. Accroître le rayonnement francophone des CRU

- diffuser auprès des responsables de faculté, de département, de centre de langues, les appels d'offres de l'AUF
- organiser régulièrement des réunions de présentation des appels d'offres et activités de l'AUF
- développer des moyens d'information en langue(s) locale(s) sur les activités, les appels d'offres de l'AUF
- transmission/réception de conférences soutenues par des professeurs francophones
- favoriser la participation à des cours en ligne pour les enseignants de français
- organiser de réunions culturelles des étudiants francophones (2 – 3 groupes en simultanée), en utilisant les systèmes de visioconférence existants
- impliquer davantage les lecteurs/stagiaires de français dans les activités des CRU
- promouvoir l'offre culturelle francophone.